

<http://www.lefigaro.fr/politique/2014/11/02/01002-20141102ARTFIG00075-segolene-royal-a-la-manoeuvre-sur-le-dossier-sivens.php>

VIDÉO - Au lendemain de manifestations liées à l'opposition au projet du barrage dans le Tarn et qui ont dégénéré, la ministre de l'Écologie a fait comprendre dimanche matin qu'elle entendait dorénavant gérer le dossier Sivens, et le gérer à sa façon.

S'agit-il de préparer l'opinion et les acteurs locaux à l'abandon du barrage de [Sivens](#) ? L'exercice auquel s'est prêtée [Ségolène Royal](#) ce dimanche matin lors du «Grand Rendez-Vous Le Monde-i-Télé-Europe1» le laisse penser. «Il y a eu manifestement une erreur d'appréciation», a déclaré la ministre à propos de la mise en route d'un tel projet de retenue d'eau. «La durée de la réalisation, d'obtention d'autorisations, des délais, est beaucoup trop longue sur ce type d'équipement, ce qui fait qu'au moment où les travaux commencent, souvent les ouvrages sont périmés», a-t-elle expliqué. «Aujourd'hui, une décision de construction d'un ouvrage tel que celui-ci ne serait plus possible», a fait valoir la ministre. Après avoir assuré qu'elle ne voulait pas «se substituer» aux pouvoirs locaux, la ministre a quand même laissé entendre qu'elle allait prendre les choses en main. Elle a ainsi rappelé qu'elle les rencontrerait mardi pour évoquer la viabilité du projet aux regards des nouveaux critères de gestion de l'eau. Le suspense est toutefois loin d'être insoutenable puisqu'elle a expliqué quelques secondes plus tôt que ces nouveaux critères précisément n'auraient jamais permis la naissance d'un tel projet.

«La fermeté n'était pas la meilleure solution»

«Dans un second temps (...) je recevrai les associations agricoles et de protection de l'environnement, jeudi et vendredi», a-t-elle annoncé. «J'essaierai de faire converger des points de vue fort différents», a-t-elle ajouté. Car lors de l'entretien, la ministre a aussi fait comprendre qu'elle entendait imprimer sa patte dans la gestion de cet épineux dossier, à savoir ici, le dialogue et l'apaisement. Sans le dire ouvertement malgré les nombreuses tentatives des journalistes, il s'agit d'une critique de la méthode employée par [Manuel Valls](#) dans la gestion de la contestation au projet de barrage à [Sivens](#). «La fermeté n'était pas la meilleure solution», a-t-elle glissé.

Manuel Valls, à en croire [Cécile Duflot](#), s'était notamment rendu sur le terrain en septembre dernier, avant la mort de [Rémi Fraisse](#) mais alors que la situation était déjà tendue entre forces de l'ordre et manifestants, pour féliciter les porteurs du projet d'avoir «tenu bon». La critique envers les élus locaux des Midi-Pyrénées n'avait pour le coup rien de voilé quand la ministre de l'Écologie a expliqué qu'une telle situation de tension entre forces de l'ordre et manifestants ne serait tout simplement «jamais arrivée» dans sa région, le Poitou-Charentes.

Interrogée sur le délai de réaction de l'exécutif après le décès de [Rémi Fraisse](#), la ministre de l'Écologie a fini par reconnaître un manque de compassion. «On ne peut pas exprimer de la compassion avant de connaître les résultats d'une enquête?», lui a ainsi demandé un des journalistes, alors que l'ancienne candidate à la présidentielle mettait en avant le respect du temps de l'enquête avant de prendre la parole. Ségolène Royal a d'abord répondu par un silence, puis un «oui, sûrement...».

Elle a enfin fermement condamné les actes de violence [qui ont émaillé depuis plusieurs jours des manifestations en mémoire à Rémi Fraisse](#). «Je condamne toutes les formes de violence qui ont eu lieu, notamment de la part de personnes qui n'ont rien à voir avec le territoire, ni la protection environnementale», a-t-elle affirmé. Ici, elle rejoint la position du premier ministre, qui a, lui aussi, estimé samedi soir que les violences lors de ces manifestations étaient «une insulte à la mémoire de Rémi Fraisse.»